

TRIBUNE

# «L'effet Lampedusa», ou comment se fabriquent des politiques migratoires répressives

Article réservé aux abonnés



Méditerranée dossier ▾

En concentrant les migrants dans des hotspots souvent situés sur de petites îles, les Etats européens installent une gestion inhumaine et inefficace des migrations, contradictoire avec certains de leurs objectifs, soulignent les chercheuses Marie Bassi et Camille Schmoll.



A Lampedusa, le 14 septembre. (Alessandro Serrano/AFP)

par Marie Bassi, université Côte d'Azur et Camille Schmoll, institut convergences migrations,

géographie cités (EHESS)

publié le 17 septembre 2023 à 17h31

Depuis quelques jours, la petite île de Lampedusa en Sicile [a vu débarquer sur son territoire plus de migrants que son nombre d'habitants](#). Et comme à chacun de ces épisodes d'urgence migratoire en Europe, des représentants politiques partent en croisade : pour accroître leur capital électoral, ils utilisent une rhétorique guerrière tandis que les annonces de fermeture des frontières se succèdent. Les élections européennes approchent, c'est pour eux l'occasion de doubler par la droite de potentiels concurrents.



---

A lire aussi

## **Migrants : à Lampedusa, Ursula von der Leyen présente un plan européen d'urgence pour aider l'Italie**

Europe 17 sept. 2023

---

Au-delà du cynisme des opportunistes politiques, que nous dit l'épisode Lampedusa ? Une fois de plus, que les politiques migratoires mises en place par les Etats européens depuis une trentaine d'années, et de manière accélérée depuis 2015, ont contribué à créer les conditions d'une tragédie humaine. Nous avons fermé les voies légales d'accès au territoire européen, contraignant des millions d'exilés à emprunter la périlleuse route maritime. Nous avons laissé les divers gouvernements italiens criminaliser les ONG qui portent secours aux bateaux en détresse, augmentant le degré de létalité de la traversée maritime. Nous avons collaboré avec des gouvernements irrespectueux des droits des migrants : [en premier lieu la Libye](#), que nous avons armée et financée pour enfermer et violenter les populations migrantes afin de les empêcher de rejoindre l'Europe.

L'épisode Lampedusa n'est donc pas simplement un drame humain : c'est aussi le symptôme d'une politique migratoire de courte vue, qui ne

comprend pas qu'elle contribue à créer les conditions de ce qu'elle souhaite éviter, en renforçant l'instabilité et la violence dans les régions de départ ou de transit, et en enrichissant les réseaux criminels de trafic d'êtres humains qu'elle prétend combattre.

## Crise de l'accueil, et non crise migratoire

Revenons d'abord sur ce que l'on peut appeler l'effet hotspot. On a assisté



ces derniers mois à une augmentation importante des traversées de la



Méditerranée centrale vers l'Italie, si bien que l'année 2023 pourrait, si la

tendance se confirme, se hisser au niveau des années 2016 et 2017 qui

avaient battu des records en termes de traversées dans cette zone. C'est bien

entendu cette augmentation des départs qui a provoqué la surcharge

actuelle de Lampedusa, et la situation de crise que l'on observe.

Mais en réalité, [les épisodes d'urgence se succèdent à Lampedusa](#) depuis

que l'île est devenue, au début des années 2000, le principal lieu de

débarquement des migrants dans le canal de Sicile. Leur interception et leur

confinement dans le hotspot de cette île exiguë de 20 km<sup>2</sup> renforce la

visibilité du phénomène, et crée un effet d'urgence et d'invasion qui justifie

une gestion inhumaine des arrivées. Ce fut déjà le cas en 2011 au moment

des printemps arabes, lorsque plus de 60 000 personnes y avaient débarqué

en quelques mois. Le gouvernement italien avait stoppé les transferts vers la

Sicile, créant volontairement une situation d'engorgement et de crise

humanitaire. Les images du centre surpeuplé, de migrants harassés

dormant dans la rue et protestant contre cet accueil indigne avaient


largement été diffusées par les médias. Elles avaient permis au

gouvernement italien d'instaurer un énième état d'urgence et de légitimer

de nouvelles politiques répressives.

Si l'on fait le tour des hotspots européens, force est de constater la

répétition de ces situations, et donc l'échec de la concentration dans

quelques points stratégiques, le plus souvent des îles du sud de l'Europe. L'effet Lampedusa est le même [que l'effet Chios](#) ou l'effet Moria (à Lesbos) : ces îles-frontières concentrent à elles seules, parce qu'elles sont exiguës, toutes les caractéristiques d'une gestion inhumaine et inefficace des migrations. Pensée en 2015 au niveau communautaire mais appliquée depuis longtemps dans certains pays, cette politique n'est pas parvenue à une gestion plus rationnelle des flux d'arrivées. Elle a en revanche fait peser  sur des espaces périphériques et minuscules une énorme responsabilité  humaine et une lourde charge financière. Des personnes traumatisées, des survivants, des enfants de plus en plus jeunes, sont accueillis dans des conditions indignes. Crise de l'accueil et non crise migratoire comme l'ont déjà montré de nombreuses personnes.

## Changer de paradigme

Autre myopie européenne : considérer qu'on peut, en collaborant avec les Etats de transit et de départ, endiguer les flux. Cette politique, au-delà de la vulnérabilité qu'elle crée vis-à-vis d'Etats qui peuvent user du chantage migratoire à tout moment – ce dont Kadhafi et Erdogan ne s'étaient pas privés – génère les conditions mêmes du départ des personnes en question. Car l'externalisation dégrade la situation des migrants dans ces pays, y compris ceux qui voudraient y rester. En renforçant la criminalisation de la migration, l'externalisation renforce leur désir de fuite. Depuis de nombreuses années, migrantes et migrants fuient les prisons et la torture libyennes ; ou depuis quelques mois, la violence [d'un pouvoir tunisien en plein tournant autoritaire qui les érige en boucs émissaires](#). L'accord entre l'UE et la Tunisie, un énième du genre qui conditionne l'aide financière à la lutte contre l'immigration, renforce cette dynamique, avec les épisodes tragiques de cet été, à la frontière tuniso-libyenne.

Lampedusa nous apprend qu'il est nécessaire de changer de paradigme, tant les solutions proposées par les Etats européens (externalisation,

dissuasion, criminalisation des migrations et de leurs soutiens) ont révélé au mieux leur inefficacité, au pire leur caractère létal. Ils contribuent notamment à asseoir des régimes autoritaires et des pratiques violentes vis-à-vis des migrants. Et à transformer des êtres humains en sujets humanitaires.

Vous souhaitez publier une tribune dans **Libération** ? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page.

[Méditerranée](#)[Italie](#)[Union européenne](#)[Immigration](#)

## Dans la même rubrique



TRIBUNE

### **Ethiopie : le désengagement sans précédent des aides américaine et mondiale tue**

20 sept. 2023 [abonnés](#)